

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Réfection de façades à la Sous Préfecture

**Client :** PREFECTURE DES YVELINES  
**Adresse des travaux :** 18, rue de Lorraine  
78200 Mantes-La-Jolie

**Aff. N° :** C-CS78-2024-30-218251  
**Opération de catégorie :** Niveau 2

**CSPS :** Cyril GAUTHIER  
**Mail :** [cyril.gauthier@btp-consultants.fr](mailto:cyril.gauthier@btp-consultants.fr)  
**Mobile :** +33650772108

**Agence :** Agence Paris Ouest  
Immeuble Odysée - 3è étage  
19, avenue du Centre  
78280 GUYANCOURT  
**Fixe :** +33139441797

**Initié le :** 21/10/2024  
**Date de mise à jour :** 21/10/2024

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	21/10/2024		Bruno IANNELLI	Conception
1	21/10/2024	Changement de coordonnateur SPS en phase réalisation	Cyril GAUTHIER	Réalisation

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Polluants	10
3. PIC	13
4. Réseaux	15
5. Installations de chantier	22
6. Circulations piétons et véhicules	31
7. Stockage	37
8. Évacuation des déchets et matériaux	38
9. Manutention, appro et levage	38
10. Échafaudages	45
11. Protections Collectives	48
12. Spécificités complémentaires	51
13. Secours	52
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	54
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	54
2. Modalités d'interventions	54
3. VIC - P.P.S.P.S.	55
4. Accueil sur site et formation	55
5. Modalités de coopération	55
6. Enchaînement des tâches	56
7. Travaux superposés	56
8. Visite et courrier des Organismes	56
9. Non-respect du Code du Travail	56
<b>Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)</b>	57

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

Les travaux comprennent :

- Changement des menuiseries existantes (joints amiantés),
- Dépose de la pierre et isolant,
- Ravalement ITE + pierre sur les façades (RDC , R+1 et R+2),

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 12 mois
- Démarrage prévisionnel :
- Effectif prévisionnel : -

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

### 4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANTAGE / RAVALEMENT	-	-
02	MENUISERIES EXT.	-	-

### 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	PREFECTURE DES YVELINES	-	Célia BONNET	+33608409774 celia.bonnet@yvelines.gouv.fr
Maître d'œuvre exécution	CABINET EC-BE	33 rue Navier 75017 - PARIS	Jessica KALLASSI	jessica.kallassi@ec-be.fr
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS AGENCE IDF OUEST	19 Avenue du centre 78280 - Guyancourt	Cyril GAUTHIER	+33650772108 cyril.gauthier@btp-consultants.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Inspecteur du travail	OPPBTP AGENCE ILE-DE-FRANCE	25, avenue du Général Leclerc 92660 - Boulogne- Billancourt Cedex	Samira GHEGEDIBAN	oppbtp@oppbtp.fr

## Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

### 1. Particularités de l'opération

#### Contraintes spécifiques

Interdictions de stockage ( même temporaire) sur la voie pompier et sur les cheminement principaux du batiment  
stockage interdit dans les circulations communes  
stockage de déchet sur el domaine public

production de feu interdite sur le chantier  
Les travaux seront réalisés en milieu occupé.

- Les contraintes du site seront de limiter les nuisances aux occupants et aux riverains(bruit, poussière, etc.), et de maintenir à leur niveau actuel, la sécurité des bâtiments mitoyens et de leurs accès.
- La sécurité, l'accessibilité aux pompiers et l'évacuation des locaux existants en cas de sinistre, avec la fourniture et mise en oeuvre de tous aménagements provisoires.
- L'approvisionnement des matériaux et l'évacuation des gravois en flux tendus.
- Toutes démarches et frais, ainsi que la planification des livraisons et des évacuations en fonction des horaires autorisés par la Ville
- Voiries : la présence de voiries limitrophes, nécessitera une coordination adéquate lors des livraisons (planning de livraison, présence d'un ou plusieurs homme-trafics pour réception du camion à l'entrée du site et manoeuvre sur site).

#### Autorisations administratives

Occupation du domaine public : demande en cours  
Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : demande en cours  
Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : demande en cours  
Raccordement aux réseaux publics : demande en cours  
Installation de grue et de survol : demande en cours



## Permis feu

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)... ) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engager à respecter les règles de l'intervention.

La procédure de permis de feu doit être clairement affichée. Les différents responsables, nommément désignés sur celui-ci, doivent être physiquement présents lors de l'exécution des travaux.

Lorsqu'une intervention est envisagée, le superviseur des travaux doit informer le chargé de sécurité le plus tôt possible afin qu'il lance la démarche d'établissement du permis de feu. La transmission rapide de l'information est essentielle pour permettre au chargé de sécurité, aidé par des personnes compétentes en interne ou en externe, le cas échéant, de mettre en place les mesures nécessaires.

On pourra également se procurer un support en trois feuillets auprès de sociétés spécialisées.

### DUREE DE VALIDITE:

Le permis de feu a une validité limitée dans le temps. Il doit être réévalué dès qu'un de ses éléments constitutifs a changé (lieu, environnement, procédé, nature des travaux, intervenants...). Sa durée de validité est de toute manière clairement indiquée sur le document.

Dans le cas où un permis de feu court sur plusieurs jours, sa validité doit être vérifiée quotidiennement. En effet, il faut veiller à l'absence de nouveaux risques, jusque dans les locaux voisins (liés au phénomène de conduction thermique par exemple).

Pour les entreprises fonctionnant en équipes successives, le permis de feu doit être validé à chaque changement de poste, afin d'assurer la transmission des informations à l'équipe suivante.

À la fin des travaux, il est conseillé d'archiver le permis de feu pendant une durée similaire à celle des plans de prévention (durée recommandée : 5 ans), ce qui permet de créer un historique et d'établir la traçabilité des interventions.

### Qui le remplit ?

Établi par l'employeur ou son représentant, le permis de feu autorise l'exécution de travaux par points chauds dans des conditions définies, qu'ils soient réalisés par le personnel de l'entreprise ou par celui d'une entreprise extérieure.

Même dans le cas d'une intervention par du personnel interne à l'entreprise, nous utiliserons les termes génériques d'entreprise utilisatrice (EU) – entité qui sollicite les travaux – et d'entreprise intervenante (EI) – personnel qui effectue les travaux.

La démarche de permis de feu est basée sur différents acteurs complémentaires, tant au niveau de l'entreprise utilisatrice que de l'entreprise intervenante. Dans tous les cas, ces personnes doivent avoir connaissance des données opérationnelles liées à l'intervention et à son environnement.

## CONSIGNES DE SÉCURITÉ

	Fait	Sans objet		Fait	Sans objet
<b>AVANT LES TRAVAUX</b>			<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>		
S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autres prescriptions : <div></div>		
S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>APRÈS LES TRAVAUX</b>		
S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.		
Autres prescriptions : <div></div>			Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.		
			Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.		
			Autres prescriptions : <div></div>		

## CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :	<input type="text"/>
Moyens de première intervention :	<input type="text"/>
Numéro d'appel en cas d'urgence :	<input type="text"/>

Le représentant du maître d'ouvrage	Le représentant de l'entreprise intervenante
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Date <input type="text"/>	Date <input type="text"/>
<div>Signature</div>	<div>Signature</div>

# PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

**L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.**

## MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

Représenté par

Fonction

Surveillant  
des travaux

Fonction

### CONSIGNES PARTICULIÈRES

*résultant du type d'exploitation de l'établissement*

Document(s) joints(s) :

☐ Autres :

☐ Consignes de  
sécurité incendie

☐ Plan d'évacuation  
incendie

à préciser

## ENTREPRISE INTERVENANTE

### RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

### INTERVENTION

Localisation des travaux

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

## Interactions sur le site

### Particularités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

- Pas de travaux sur le R+3.

Le rez-de-chaussée est ouvert au public, tandis que les étages supérieurs (R+1 à R+3) sont utilisés comme bureaux.

### Généralités :

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.



## 2. Polluants

### Amiante

#### Particularités :

D'après le rapport de diagnostic « amiante » établi par ACCEP date 17/06/2022 référence AVP-2022-008-780-v0, il a été repéré de l'amiante sur les joints de fenêtres, particulièrement au droit des cornières de pose en applique extérieure et leur support béton en façade.

Les remarques ACCEO (AMO Amiante) :

Le repérage amiante doit être complété afin de répondre aux points suivants :

- Mastic vitrier : non investigué. L'opérateur de repérage doit clairement se positionner sur ce produit susceptible de contenir de l'amiante.
- L'opérateur de repérage doit étendre son rapport à l'ensemble des façades et menuiseries concernées par le programme de travaux, à savoir, toutes les façades.
- Nombre de sondage insuffisant. Seul 1 sondage ayant conduit à 3 prélèvements a été réalisé. Ces investigations sont jugées insuffisantes pour pouvoir généraliser à l'ensemble des menuiseries du bâtiment. D'autant plus qu'il existe différentes typologies de menuiseries (menuiseries avec ouvrant, baies vitrées, menuiseries de toiture, porte fenêtre, etc.)

Amiante : Intervention en section SS3, en deux phases.

L'objectif de ce phasage est de permettre de conserver des menuiseries extérieures fonctionnelles pour les usagers usuels.

Les déchets d'amiante seront traités et éliminés conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement. Il convient de se reporter au guide de prévention ED6028 « Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets » pour la gestion des déchets amiantés.



#### Généralités :

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à

proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## Plomb

## Particularités :

Non communiqué à ce stade de la réalisation du PGC IND01



## Généralités :

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m2, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 909, édition 2013, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra fournir notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air ;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.



L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;
- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

### 3. PIC

#### Plans de phasage

Entreprise titulaire du lot : MOEX  
Phasage initial en date du : à préciser  
Mise à jour le : à préciser

#### Plans d'installation de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : ravalement  
En phase de : durée des travaux

#### Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.



## 4. Réseaux

### DICT

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : RAVALEMENT

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.



### Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de

ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

## Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : RAVALEMENT

- Réseaux consignés : Energies et Fluides
- Chargé de consignation : Par une personne habilitée
- Réseaux actifs : Energies et Fluides

- Phasage – La succession des étapes nécessaires à la consignation est :

- > La séparation ;
- > La condamnation et la signalisation ;
- > La dissipation ou rétention ;
- > La vérification et l'identification.

Annexe – PROCEDURE DE CONSIGNATION	
MESURES GENERALES DE PREVENTION CONTRE LE FORT ET FAIBLE	
DISPOSITIFS DE PREVENTION OU PROCEDURE A RESPECTER	
<b>DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DU MATERIEL</b> Avant d'intervenir sur les machines, appareils ou installations à l'arrêt, il convient de s'assurer que cette opération pourra être effectuée sans risque pour l'opérateur. Planifier les mesures à prendre, à consentir d'effectuer la consignation de la machine, de l'appareil ou de l'installation.	
<b>PROCEDURE DE CONSIGNATION :</b>	
<b>Identification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Mise hors tension de tous les circuits de puissance et de commande de façon pleinement apparente y compris les alimentations de secours (batteries) ;</li><li>Interdiction des accès de tous fluides de façon apparente (par de verrou).</li></ul>
<b>Consignation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Verrouillage par un dispositif matériel officiellement certifié, dont l'état est visible de l'extérieur, émettant uniquement par un code spécifique, personnel pour chaque intervenant.</li></ul>
<b>Signalisation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information claire et permanente de la réalisation de la consignation.</li></ul>
<b>Conservation du matériel de l'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Mise à la terre et en court-circuit des conducteurs (opération à réaliser après la vérification) ;</li><li>Verrouillage des canalisations (gaz, ventilation des locaux).</li></ul>
<b>Vérification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Absence de tension entre tous les conducteurs (y compris le neutre), et entre eux et la terre de l'installation, battage des zones dangereuses résiduelles.</li></ul>
<b>Identification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Elle a pour but d'assurer que les travaux seront effectués sur l'installation ou l'équipement consignés. Pour cela, les schémas et le repérage des éléments devront être réalisés, permanents et à jour.</li></ul>
<b>DECONSIGNATION ET REMISE EN SERVICE</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Ceci ne peut être réalisé qu'après l'expiration de la vie des affectations de fin de travaux ;</li><li>Une procédure similaire à la consignation est à mettre en œuvre.</li></ul>	
<b>HABILITATIONS ET FORMATIONS A AVOIR SELON LA NATURE DES INTERVENTIONS</b>	
HABILITATION ELECTRIQUE TYPE	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

### Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

### Électricité de chantier de base

### Particularités :

### Prestation à la charge du LOT RAVALEMENT

Emplacement de l'armoire principale : à préciser sur le PIC

Le Mandataire LOT a à sa charge la collecte des puissances nécessaires des autres lots afin d'établir le type de comptage à mettre en oeuvre pour le chantier (base vie, vestiaires – sanitaires, salle de réunion, outillage fixe et mobile, nacelle, lift, etc.).

Elles comprendront :

Le relevé du compteur de chantier qui sera réalisé à sa mise en oeuvre, puis relevés tous les mois par le Mandataire qui transmettra le résultat à la maîtrise d'ouvrage.

Le Mandataire installera les sous-comptages nécessaires au suivi des consommations mensuelles du chantier. A prévoir au minimum la distinction entre les installations pour les travaux et pour les cantonnements.

Le Mandataire mettra en place toutes protections de la base vie, de l'éclairage du chantier et de la place pour permettre aux autres lots d'alimenter armoires de chantier via le jeu de bar en mettant en place leur protection.

Une ou plusieurs horloges sont à mettre en oeuvre sur l'installation électrique du chantier, de manière à couper tout éclairage et chauffage du chantier et de la base vie la nuit et le week-end. Si nécessaire, un chauffage peut être maintenu dans les vestiaires uniquement pour permettre le séchage des tenues des compagnons.

Le Mandataire sera responsable de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble de l'équipement provisoire, pendant toute la durée du chantier. A la charge du Mandataire la vérification de l'installation par un organisme de contrôle agréé et l'entretien de l'installation.

## HABILITATIONS DU DOMAINE BT

### BT ELECTRICIEN NON ELECTRONIQUE

Une personne habilitée BT20 accède au circuit électrique d'un ou de plusieurs installations, sans ventilation, et, sans danger d'explosion, pour effectuer des opérations de maintenance ou de réparation non dérivées. Elle effectue des opérations de maintenance ponctuelles. Elle peut remplacer un fusible, à condition qu'il y ait pas de risque de choc ou de projection, et qu'elle ne soit pas soumise aux risques de chute depuis 2 mètres.

### BT ELECTRICIEN ELECTRONIQUE

Une personne habilitée BT21 est un spécialiste électrique qui agit toujours sur des installations voltages ou courants faibles. Elle effectue des opérations de maintenance ou de réparation complètes par une charge de 1000 VA maximum. Elle effectue des opérations de maintenance ponctuelles sur des équipements électroniques, à condition d'être protégée contre l'électrisation. Elle peut effectuer les tâches liées au travaux de plomberie sans couronner.

### BT SOUVENANCEUR DE MATERIEL

Une personne habilitée BT22 assure la circulation effective des travaux et gère les machines électriques à l'usage des machines. Elle peut recevoir une formation de technicien de maintenance. Cette habilitation autorise également l'entretien des machines électriques. Elle peut effectuer les tâches liées au travaux de plomberie sans couronner.

### BT ELECTRICIEN DE COMBINAISON

Une personne habilitée BT23 effectue les tâches liées à la réparation électrique et prend le maintien de la compatibilité. Elle peut effectuer des opérations de maintenance ou de réparation complètes. Elle est soumise aux risques de choc ou de projection, et qu'elle ne soit pas soumise aux risques de chute depuis 2 mètres. Cette habilitation autorise également l'entretien des machines électriques.

### BT ELECTRICIEN D'ENTRETIEN ET DE DEPANNAGE

Une personne habilitée BT24 assure des interventions électriques concernant une ventilation, des travaux, des machines, des équipements. Elle peut effectuer des opérations de maintenance ou de réparation complètes. Elle est soumise aux risques de choc ou de projection, et qu'elle ne soit pas soumise aux risques de chute depuis 2 mètres. Elle peut recevoir une formation de technicien de maintenance.

### BT ELECTRICIEN DE MAINTENANCE

Un spécialiste de la maintenance BT25 est un spécialiste expérimenté en matière de maintenance électrique. La personne habilitée BT25 est responsable du pont de la maintenance, de la réparation électrique et électronique.

La validation de la type T (travail) est requise. Elle doit être vérifiée chaque année par l'inspecteur d'un des services de la région, ou, en l'absence de celui-ci, par un organisme agréé par le préfet de la région, ou, en l'absence de celui-ci, par un organisme agréé par le préfet de la région, ou, en l'absence de celui-ci, par un organisme agréé par le préfet de la région.

Un habilité BT peut gérer un habilité BT ou un CV.

## Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier et du bureau de trafic ;
- Le branchement du digicode/lecteur de badge/du lecteur biométrique contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) /

## Électricité complémentaire

### Particularités :

- Le Mandataire : à partir du branchement général de chantier, coffrets électriques, éclairage de chantier.

Le Mandataire fera vérifier, entretiendra et fera évoluer en fonction des phases du chantier à partir de l'armoire principale, toutes les installations électriques sur le chantier y compris les moyens de levage. Le Mandataire devra l'installation des coffrets électriques pour les branchements de toutes les entreprises dans le chantier ainsi que l'éclairage de tout le chantier.

Les coffrets d'alimentation et l'éclairage provisoire doivent être installés de manière à n'apporter aucune gêne ni au public, ni au chantier.

Le Mandataire obtiendra du bureau de contrôle ou d'un organisme habilité, l'agrément de ses installations provisoires, et assurera la dépose de l'ensemble des installations en fin de chantier.

Installation – modification - entretien : Le Mandataire du lot concerné

### Généralités :

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés soigneusement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A. Prévoir une armoire par maison individuelle.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieurs) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, cabines d'ascenseurs de chantier, etc...si nécessaire.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

## Installation existante

### Particularités :

Entreprise titulaire du lot : 01

Locaux ou équipements concernés : Le MOEX prévoit le Branchement électrique sur les communs ou depuis le transfo à proximité

Des mesures de protections collectives efficaces et pérennes seront mises en place pour éloigner le risque électrique des résidents dans les parties communes et aux abords du bâtiment : à charge de LOT 01

### Généralités :

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

### Eau potable de chantier de base

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : ravalement

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser

Le Mandataire effectuera les démarches auprès du concessionnaire afin d'obtenir le branchement au débit nécessaire. La détermination des besoins en la matière lui incombera et les erreurs, comme pour l'énergie, verront leurs conséquences intégralement prises en charge par l'entreprise.

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, de l'aire de nettoyage des bennes et podiums, de la centrale à béton, ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

### Eau potable complémentaire

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : ravalement

Emplacement des robinets de puisage : à préciser sur le PIC

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides. Prévoir un point de puisage par maison individuelle.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.



## Téléphone de chantier

### Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.



### Généralités :

Conformément à la recommandation de l'OPPBTB, les matériels mis en place dans le cadre de l'installation du bureau de chantier seront raccordés à une ligne de téléphonie fixe, permettant également le raccordement internet des terminaux. Prévoir à minima 2 RJ 45 et 3 PC en 220V par poste de travail.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A défaut de réseau stable le Maître d'oeuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

## 5. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : RAVALEMENT

L'entreprise titulaire du lot Installation chantier et logistique devra la réalisation d'une clôture de chantier de 2,00 m de haut clôturant toute la zone de travaux et comprenant :

- Poteaux
- d'ossature en bois scellés dans le sol,
- Lisses
- intermédiaires fixées sur poteaux,
- Remplissage en tôle suivant les demandes de la ville,
- Portails d'accès des véhicules et porte d'accès piétons.

Le Mandataire devra l'entretien de la clôture de chantier pendant toute la durée des travaux et jusqu'à sa dépose en fin de chantier. En cas de détérioration, l'entreprise devra changer ou réparer dans les 24h du constat.

La clôture est due dans toutes les phases du chantier.

Les clôtures seront implantées suivant le plan de principe d'installation de chantier en limite de propriété. Les clôtures devront être alignées correctement et de hauteur régulière. La clôture existante pourra être aménagée et renforcée.

Des portails seront aménagés au droit des accès, et un portillon d'accès piéton sera réalisé sur l'accès. Un système de barriérage sera également mis en place après les portails.

Des clôtures amovibles pourront être prévues pour les travaux temporaires et pendant la phase de travaux préalables.

Le Mandataire devra prévoir, si nécessaire, des contreventements d'une manière régulière pour assurer sa stabilité au renversement sous l'effet du vent ou de la poussée d'un homme au mètre linéaire. Leur positionnement sera à adapter en fonction de l'évolution du chantier.

Toutes les bases vie et bureaux doivent être clôturées avec au moins un portillon d'accès fonctionnant par un contrôle d'accès (badges). L'entreprise titulaire du lot Installation chantier et logistique devra toutes modifications (compléments, modifications ou déplacements) suivant les évolutions du chantier, après validation par la Moex.

En limite de l'emprise : emplacements à préciser

A l'intérieur de l'emprise : emplacements à préciser



### Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- de feux de signalisation,
- de marquages au sol,
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, tourniquets et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

En phase démolition, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force. Elles seront maintenues en place jusqu'à l'arrivée du lot...

En phase terrassement, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force.

Dès l'arrivée de la grue, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments opaques (bardage, par exemple), conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, compris jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

#### Accès piétons

##### Particularités :

Entreprise titulaire du lot : 01

Accès depuis la rue de lorraine : accès distincts de celui des visiteurs de l'établissement durant les travaux

Accès à l'emprise : établi sur demande, par le LOT RAVALEMENT

##### Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## Cantonnements

### Particularités :

Prestation à la charge du LOT : 01

Doit la location, l'installation et l'entretien des baraques de chantier pour l'ensemble des autres entreprises (local de réunion, bureau Maîtrise Oeuvre, vestiaires y compris réfectoire) pendant toute la durée du chantier ainsi que des compléments de base vie suivant les effectifs et les besoins, en adaptant ou pas les bases vies réalisées ; ces adaptations seront soumises à validation par la MOEX. Cette base vie sera dédiée aux compagnons et à l'encadrement des différentes entreprises. Au besoin, les accès contrôlés et les raccordements seront adaptés au phasage des travaux, y compris entre autres les escaliers et accès.

Elle comprendra aussi une pièce fermant à clef pour les EPI destiné aux visiteurs invités. Les EPI des visiteurs seront fournies par L'entreprise titulaire du lot Installation chantier et logistique. Les EPI et la pièce les refermant seront gérées par le présent lot.

Les consommations et entretien des locaux de chantier sont gérés par le Mandataire. Compris tout démontage des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : 15

Installés dans les bungalows, situés : à préciser sur le PIC



### Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

#### \* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 120 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

#### \* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

**\* VESTIAIRES**

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,25 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par moraillon porte-cadenas.

Ou

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Conformément à la recommandation de la CRAMIF/CARSAT, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par moraillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Bureaux de chantier

Particularités :

Emplacement et accès: à préciser

**Généralités :**

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, écran plat, liaison internet) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

## Protections contre l'incendie

## Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès d'une personne compétente

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

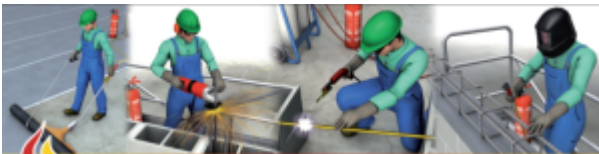
Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.



## Généralités :

Un permis feu journalier devra être réalisé :

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

## CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Fait Sans  
objetFait Sans  
objet

## AVANT LES TRAVAUX

S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.

☐ ☐

Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.

☐ ☐

S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.

☐ ☐

S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.

☐ ☐

S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.

☐ ☐

S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.

☐ ☐

S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.

☐ ☐

Autres prescriptions :

## PENDANT LES TRAVAUX

Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.

☐ ☐

Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

☐ ☐

Autres prescriptions :

## APRÈS LES TRAVAUX

S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.

☐ ☐

Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.

☐ ☐

Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.

☐ ☐

Autres prescriptions :

## CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :

Moyens de première intervention :

Numéro d'appel en cas d'urgence :

## Le représentant du maître d'ouvrage

Date

Signature

## Le représentant de l'entreprise intervenante

Date

Signature

# PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

**L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.**

## MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

Représenté par

Fonction

Surveillant  
des travaux

Fonction

### CONSIGNES PARTICULIÈRES

*résultant du type d'exploitation de l'établissement*

Document(s) joints(s) :

☐ Autres :

☐ Consignes de  
sécurité incendie

☐ Plan d'évacuation  
incendie

à préciser

## ENTREPRISE INTERVENANTE

### RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

### INTERVENTION

Localisation des travaux

Début des travaux

Fin des travaux

date  
heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :



## Nettoyage des cantonnements

## Particularités :

A la charge du LOT RAVALEMENT

Périodicité : Quotidiennement et autant que nécessaire

**Généralités :**

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## Nettoyage du chantier

Particularités :

A la charge du LOT RAVALEMENT

Nettoyages en cours de chantier : Le Mandataire a à sa charge les nettoyages généraux du chantier (circulations, escaliers, accès et abords) qui doivent s'exécuter chaque jour.

Les entreprises des autres Corps d'Etat ont à leur charge tous les nettoyages des lieux où elles interviennent, y compris évacuation des gravois comme indiqué ci-dessus. Elles doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence de certaines entreprises, le maître d'oeuvre peut décider, par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par quotes-parts aux entreprises en cause.

**Généralités :**

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

Prestation à la charge du LOT01

est chargée de la fermeture du chantier en dehors des heures ouvrables.

La fermeture sera effectuée par elle-même durant ses travaux; en son absence elle gèrera cette fermeture en nommant une entreprise présente sur le chantier pour la remplacer.

Horaires : Les travaux s'exécutent dans les heures normales de travail à savoir de 7h00 à 17 h00 correspondants aux horaires d'ouverture et de fermeture du chantier.

Procédure pour heures supplémentaires : Sur demande à la Maitrise d'Ouvrage

Travaux le samedi : NON

Travaux le Dimanche : NON

### Chemins sécurisés piétons

Particularités :

L'objectif de ces mesures de prévention à mettre en oeuvre (Circulations horizontales des piétons), permette d'éviter :

- Les risques de chute de plain-pied lors des déplacements que ce soit pour se rendre aux postes de travail, aux installations de chantier ou aux zones de stockage,
- Les risques liés aux manutentions sur les chantiers.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.



### Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

## Circulations verticales piétons

### Particularités :

Sapine, pour accès : sur échafaudage de pied

Nacelle bi mat

### Généralités :

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.







## Ascenseurs – lifts de chantier

Particularités :

Ascenseur de chantier : emplacement à préciser sur le PIC

Date de mise en service : à préciser

Date de dépose : à préciser

Ascenseurs existants maintenus en service pendant les travaux avec la mise en oeuvre des protections des Cabines (Le Mandataire: la protection la remise en état et la maintenance des moyens de levage).

L'objectif de ces mesures de prévention à mettre en oeuvre (Circulations verticales et horizontales des piétons), permette d'éviter :

- Les risques de chute de hauteur,
- Les risques de chute de plain-pied lors des déplacements que ce soit pour se rendre aux postes de travail, aux installations de chantier ou aux zones de stockage,
- Les risques liés aux manutentions sur les chantiers.



### Généralités :

Conformément à la recommandation R 477 de l'INRS, un dispositif d'approvisionnement dans les étages, type lift/ascenseur de chantier sera installé en façade. Cet engin sera mis en commun, et utilisable par toutes les entreprises.

La continuité du roulage des charges vers les ascenseurs de chantier (conteneurs, transpalettes, etc..) sera assurée depuis l'aire de livraison jusqu'aux postes de travail via une piste au revêtement compatible avec le roulage. Des rampes et des planchers provisoires échafaudés seront installés dès que nécessaire.

Les matériaux approvisionnés ou évacués seront obligatoirement transportés dans des conteneurs roulants, ou big-bags sur chariots ou transpalettes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen prendra en compte la nature des travaux à réaliser, les spécificités de la façade, la distance à la façade, les charges (type et volume) à embarquer, les méthodes de chargement et déchargement, la hauteur à desservir, etc...

Si les balcons devaient être utilisés pour la distribution des charges en étage, ils seraient préalablement étayés.

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en oeuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de cabine, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la cabine, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

Un décaissé sera pratiqué au sol de façon à ce que l'accès depuis la plateforme se fasse de plain-pied.

La mise en oeuvre de ce matériel sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

Un liftier assurera seul la conduite de l'engin.

Les personnels des entreprises utilisatrices seront formés à la conduite de l'engin.

## Accès véhicules – livraisons

**Particularités :**

Type de portail ouvrant, coulissant, sur charnières ; chainettes ; largeur libre : à préciser

Accès en marche avant,

Sortie en marche avant,

Dimensions approximatives de la plateforme : à préciser

Limite de charge : à préciser

Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : à préciser

Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : à préciser

Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser

**Généralités :**

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Sur chaque aire de livraison, un quai de déchargement de hauteur réglable ou sur deux niveaux permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue sera également dû au titre de la prestation. Côté opposé au quai, une paroi fixe, avec dispositif réglable en partie supérieure, constituera le dispositif anti-chute.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via les monte-charges, lifts accompagnés de chantier, ascenseurs mis en service de façon anticipée). Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

## Places de stationnement

**Particularités :**

balisage des zones des stationnements autorisés par le gestionnaire de la résidence

Réservées à : pour l'installation des bungalows

Encombrement : 7 places

**Généralités :**

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.



## 7. Stockage

### Aires de stockage - magasins

Particularités :

Emplacement : préciser sur le PIC

Une zone de stockage sera clairement identifiée à proximité de la base-vie. La zone de stockage sera tenue propre et sera compartimentée pour chaque entreprise. Sa gestion sera attribuée au responsable du lot RAVALEMENT qui se coordonnera avec l'ensemble des entreprises partenaires afin d'assurer des livraisons fluides et une organisation claire de la zone de stockage.

Un planning de livraison sera tenu par le responsable et permettra un partage des plages horaires intelligent avec les besoins des usagers du parking.

Cette zone de stockage/ livraison sera indiquée sur le PIC et sera différente de la zone de préparation et préfabrication.

- Les aires de stockage devront figurer sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).
- Le stockage dans le bâtiment devra tenir compte des charges admissibles et ne sera pas réalisé dans les circulations ou cages d'escaliers
- Aménagement de magasin à l'intérieur du bâtiment après accord du MOE sous certaines conditions

#### Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 8. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

Emplacement : à préciser sur le PIC



### Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier, sous grue(s) comme après départ de celle(s)-ci.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

## 9. Manutention, appro et levage

### Grues mobiles

Particularités :

Date prévue pour le début de l'intervention : à préciser

Date prévue pour la fin de l'intervention : à préciser

Zone de déplacement : à préciser

Volume d'évolution potentiel de la flèche, interférences : à préciser

### Généralités :

Les zones de déplacements seront présentées au CSPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une autre grue mobile déjà présente sur site n'est pas autorisée avant communication au CSPS de la zone de déplacement prévue.

### Recettes à matériaux échafaudées

**Particularités :**

En aucun cas les balcons ne pourront faire office de recette.

Des recettes à matériaux échafaudées seront mises en oeuvre en façades, intégrées aux échafaudages de façades et seront conçues de telle sorte que le niveau de roulage de la recette corresponde aux planchers à desservir.

Les dénivelés au droit des balcons devront être également franchis de plain-pied.

Des barrières-écluse permettront leur alimentation par chariot élévateur télescopique.

**Généralités :**

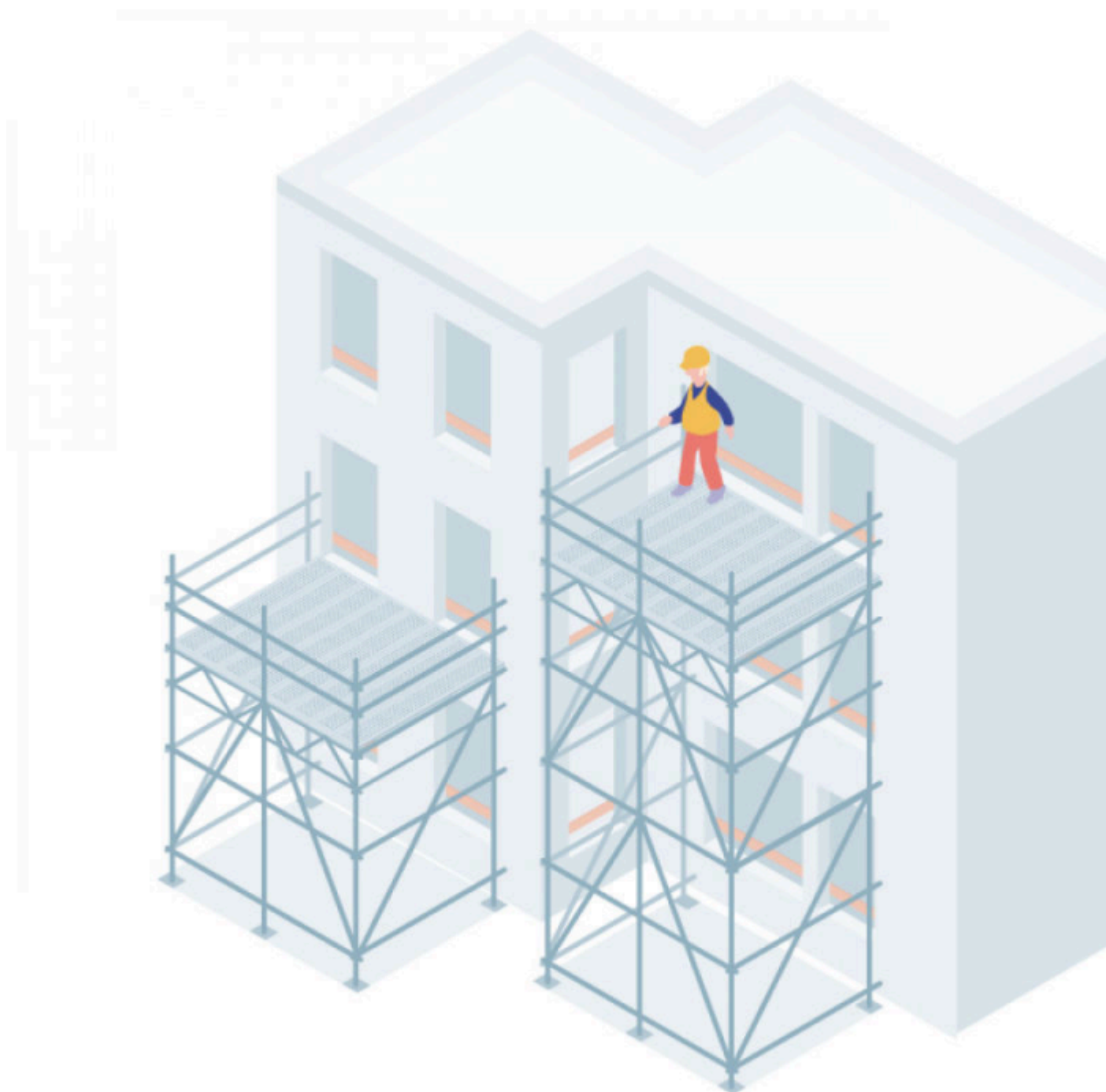
Des recettes à matériaux échafaudées seront mises en œuvre en façades, intégrées aux échafaudages de façades et seront conçues de telle sorte que le niveau de roulage de la recette corresponde aux planchers à desservir.

Les dénivelés au droit des balcons devront être également franchis de plain-pied.

Des barrières-écluse permettront leur alimentation par chariot élévateur télescopique.

Des murs fusibles permettront le roulage sur l'intégralité des niveaux desservis, mettant en communication les couloirs de distribution des différentes cages d'escalier.





## Plateformes élévatrices sur mats

### Particularités :

Emplacements prévus : à préciser sur le PIC

Des plateformes élévatrices sur mâts (série lourde) seront mise en oeuvre en façade, sur toute hauteur. Ces plateformes seront dotées d'anémomètres déclenchant la descente automatique au-delà de la vitesse de vent définie par le constructeur.

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en oeuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de la plateforme, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la plateforme, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

### Généralités :

Des réunions préparatoires organisées par le CSPS permettront de vérifier l'adéquation entre les moyens utilisés et les résultats attendus ; la méthodologie d'approvisionnement des plateformes devra être précisée.

Des plateformes élévatrices sur mâts (série lourde) seront mise en œuvre en façade, sur toute hauteur. Ces plateformes seront dotées d'anémomètres déclenchant la descente automatique au-delà de la vitesse de vent définie par le constructeur.

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en œuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de la plateforme, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la plateforme, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

La mise en œuvre de ces matériels sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

La prestation comprendra la formation à la conduite du dispositif installé d'au moins un représentant de toute entreprise appelée à intervenir (notamment la redescende manuelle en cas de panne).

Toutes les mesures prises pour empêcher la chute accidentelle de matériels ou de matériaux des plateformes (protection périphérique grillagée de 2m de hauteur) seront communiquées au CSPS avant tout début de mise en œuvre.









## 10. Échafaudages

### Échafaudages de pied

Particularités :

A charge du LOT 01

Mise en commun pour les lots : TCE

Phasage, durée : Durée des travaux

Levage associé : RAVALEMENT / MEN.EXT

Sapine d'accès : à préciser sur le PIC

Protection collective pendant les travaux de : Durée de chantier

Un échafaudage sur pied sera mise en place selon les phasage des travaux de désamiantage, puis du ravalement et du remplacement des menuiseries. Il disposera de tous les équipements de protection nécessaires.

#### Généralités :

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun pour les lots ravalement, charpente bois, couverture, menuiseries extérieures, métallerie....etc...

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi-planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Spécificités complémentaires pour la mise en œuvre lors de réhabilitation :

En partie supérieure, ils devront dépasser les planchers de travail de 2,5 m minimum.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du concessionnaire).

Toutes les enseignes lumineuses, panneaux, dispositifs d'éclairage, etc... seront protégés mécaniquement, et mises à l'abri des poussières et projections d'eau.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadenassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2° plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, seront mis en place, avec report téléphonique d'alarme, comprenant des détecteurs infrarouge, une centrale de réception, des balises de réception, des flashes et sirènes de dissuasion. La centrale devra être reliée à un prestataire agréé, qui devra dépêcher un intervenant sur site, afin de vérifier la nature de l'intrusion et de réagir de manière adaptée, selon un protocole soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage.

La vérification des échafaudages sera réalisée par un organisme agréé par autocontrôle du monteur.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

En présence de polluants (amiante, plomb), un protocole de dépollution sera présenté avant début du montage.



## 11. Protections Collectives

### EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

- Baies en façades : LOT 01

Les protections seront constituées par échafaudage de pied vérifiés et contrôlés quotidiennement ( registre sécurité des PV à tenir à jour sur le chantier)

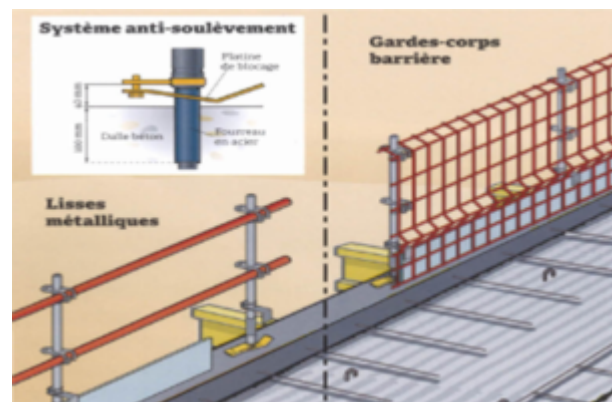
affichage des PV de vérification initiales et trimestriels à afficher sur chaque façade couverte

Mise en place de protections par filer sur les surfaces échafaudées ( note de calcul à prévoir dans l'étude des points d'ancrage des échafaudages de pied)

protections collectives rigides et pérennes et stables au vent ; à mettre en place en pied et au pourtour des échafaudage et aux entrées des halls ( interdire l'accès à l'échafaudage durant la journée et en dehors des heures travaillées)

Elles seront déposées en sécurité par le lot 01

ITE : Mise en place de garde corps coté intérieur des échafaudage : INTERDICTION DE LES DEPOSER durant les travaux



### Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

## Protections contre le bruit

## Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Emplacement : à préciser

Phasage, durée : à préciser



## Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.





## 12. Spécificités complémentaires

### Silice

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : TCE

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser dans le PPSPS

Zones du chantier concernées : toutes façades



### Généralités :

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérogène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m<sup>3</sup> pour le quartz

0,05 mg/m<sup>3</sup> pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

## 13. Secours

### Zone de rassemblement

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : lot ravalement

Emplacement : Précisé sur le PIC LOT 01



### Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

### Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : RAVALEMENT et toutes les entreprises

Emplacement : Dans la base de vie

Un Défibrillateur sera prévu dans les cantonnements de chantier



### Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.



## SST

## Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : TCE

1 par équipe présente sur le chantier ( poste de travail réputé à risque)

1 pour 10 salariés minimum



## Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

## Procédure d'évacuation

## Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : RAVALEMENT

Personnel désigné pour accueillir les secours : à précisé sur le PIC du LOT 01

## Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal de la CSPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot et après validation de l'agrément par le moa.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

18, rue de Lorraine à Mantes la Jolie

Contraintes horaires et livraisons

Site exploité

gestion des flux routiers et piétons à prendre en compte

Moyens de levage partagés disponibles

Oui : a charge du LOT01

Zones tampons de stationnement

Oui : suivant PIC

Quais de déchargement partagés disponibles

Oui : cf PIC

Contraintes particulières du site

site exploité + accès public

présence de clôtures existantes

engin de levage à dimensionner suivant la capacité du parvis

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux